

"Paix instable pour le Viêt Nam" dans Süddeutsche Zeitung (25 janvier 1973)

Légende: Le 25 janvier 1973, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung s'interroge sur la viabilité du cessez-le-feu au Viêt-nam et sur l'avenir du pays après le départ des forces armées américaines.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Dürrmeier, Hans ; Herausgeber Heigert, H. 25.01.1973, Nr. 20; 28. Jg. München: Süddeutscher Verlag GmbH. "Labiler Frieden für Vietnam", auteur:Schröder, Dieter , p. 4.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/paix_instable_pour_le_viet_nam_dans_suddeutsche_zeitung_25_janvier_1973-fr-112f4b24-0a57-418c-9b2f-15cb2279dd65.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016



Paix instable pour le Viêt Nam

par Dieter Schroeder

La nouvelle longuement attendue de la suspension des hostilités au Viêt Nam a été accueillie partout dans le monde avec satisfaction et soulagement; mais elle n'a guère suscité de joie. Rien d'ailleurs ne la justifie pour l'instant: le prix qu'il a fallu payer pour maintenir le statu quo sur le champ de bataille et pour le «retrait honorable» des Américains est effroyablement élevé; la paix reste incertaine; les deux moitiés du Viêt Nam ont été abandonnées par la furie de la guerre sous forme de terre brûlée, un peuple a été divisé, sacrifié, martyrisé et déraciné; un autre, le peuple américain, a vu cette guerre, devenue insensée depuis longtemps, ébranler sa confiance en soi à l'intérieur et sa crédibilité à l'extérieur.

En attendant que l'espoir, caressé par Hanoï et Washington, de voir aboutir cette trêve à une «paix stable et durable» ne se réalise au Viêt Nam et en Asie du Sud-Est, les Vietnamiens, au sud comme au nord du 17^e parallèle, devront encore endurer d'autres souffrances et le monde continuera d'être le témoin de leur lutte fratricide. Il est difficile de voir aujourd'hui comment se présentera un jour la paix au Viêt Nam et de dire s'il sera réunifié sous la domination communiste ou divisé définitivement. L'accord de cessez-le-feu négocié par Le Duc Tho et Kissinger ne donne pas de réponse à ce genre de questions. Il ne résout aucun des problèmes politiques du Viêt Nam, il ne remplit qu'une seule fonction: permettre aux Américains un retrait honorable.

Pas de solution politique

On pourra douter et on doutera du caractère vraiment honorable de cette paix pour les États-Unis. Mais il ne nous appartient pas d'attiser cette querelle. Nous devons dire à nos alliés américains que leur honneur sera surtout sauvegardé par leur départ. Puisque toute leur puissance n'a pas suffi pour décider du conflit, toute nouvelle condition visant à affermir leur orgueil et à sauver la face n'aurait abouti qu'à leur déshonneur. Si l'accord parvient à guérir la discorde entre les Américains sur cette guerre et à protéger la société américaine contre un bouleversement plus profond encore, il est satisfaisant et suffisamment honorable pour les États-Unis. De toute façon, les États-Unis ne pourront jamais retrouver leur innocence d'avant la guerre et ils devront encore endurer de longues souffrances pour surmonter les horreurs de ce conflit.

Il faut se poser aujourd'hui cette autre question: dans quelle mesure cet accord est-il satisfaisant et honorable pour les deux Viêt Nam et surtout pour le Viêt Cong? Nous trouvons la réponse dans le discours de Nixon et dans les détails de l'accord sur l'armistice. Lorsqu'il s'est adressé au peuple américain, le président a affirmé que toutes les conditions qu'il avait posées en janvier et en mai 1972 pour une paix honorable ont été remplies. Cela est vrai pour trois points: pour la surveillance internationale de l'armistice, pour la libération des prisonniers américains et pour le retrait, en l'espace de 60 jours, de toutes les troupes américaines du Viêt Nam du Sud. Mais il a cédé sur le quatrième point, à savoir l'organisation dans les six mois d'élections libres au Viêt Nam du Sud sous surveillance internationale. Il a affirmé que la population du Viêt Nam du Sud s'est vu garantir le droit de décider elle-même de son avenir, sans ingérence extérieure, c'est-à-dire que Saïgon et le Viêt Cong doivent se mettre d'accord sur l'organisation d'élections.

En renonçant à faire des élections libres, sous contrôle international, un objet direct de l'accord, les partenaires du traité renoncent simultanément à l'obligation de jeter les bases d'une solution politique au Viêt Nam. Il est vrai que pour le chef d'État de Saïgon, Thieu, ce refus signifie une amélioration de sa position. Contrairement à l'accord du mois d'octobre, les partenaires renoncent désormais à mettre sur pied une commission de coalition composée de représentants de Thieu et du Viêt Cong ainsi que de personnalités neutres, pour préparer les élections. Thieu avait toujours craint d'être surclassé, dans cette commission, par les communistes et leurs adeptes soi-disant neutres. Il n'est pas tenu non plus de libérer les prisonniers Viêt Cong, ni ses adversaires politiques incarcérés, qui auraient pu renforcer l'aile des neutralistes. Son seul partenaire dans les négociations sur une solution politique est désormais le Viêt Cong.

Chance de survie pour Thieu

Compte tenu de cette légère amélioration de la chance de survie de Thieu, reste la question de savoir quel profit le Viêt Nam du Nord et le Viêt Cong tirent de cet accord, car Hanoï a déjà parlé d'une «grande victoire du peuple vietnamien». Il est évident que pour Hanoï l'importance de l'accord réside surtout dans le fait que le Viêt Nam du Nord n'est pas obligé de retirer ses troupes du Sud et que les dispositions de cet accord ne permettent qu'un contrôle incomplet des renforts venant du Nord. Certes, Washington ne reconnaît *de jure* que le régime de Thieu en tant que gouvernement légitime du Viêt Nam du Sud, mais, en tolérant la présence des troupes nord-vietnamiennes, l'Amérique reconnaît aussi *de facto* le gouvernement révolutionnaire provisoire du Viêt Cong (qui fait partie des cosignataires de l'accord) ainsi que le droit de Hanoï à la parole dans le Sud, c'est-à-dire *de facto* aussi la division du Viêt Nam en trois parties.

La situation militaire, que, malgré un déploiement de force sans pareille, aucun des deux côtés n'a pu décider en sa faveur, reste ainsi provisoirement gelée. Mais c'est là que réside la contradiction de l'accord, qui porte en elle le germe de nouvelles querelles après le retrait des Américains. Le jour même de l'armistice, chacune des parties cherchera à usurper une part aussi grande que possible du Sud, dont la carte apparaît comme la peau tachetée d'un léopard, afin d'améliorer sa position de départ. La question de savoir si Thieu pourra s'imposer dans la dernière bataille qui se livrera forcément un jour, sans l'intervention militaire des Américains, dépendra de sa capacité de gagner la loyauté du peuple sud-vietnamien pour son régime, qui ressemble plutôt, pour l'instant, à la domination par une clique autoritaire.

Concordance entre les grands

Mais la durée de la trêve de courtoisie pacifique, après le départ des Américains, ne dépend pas seulement de Hanoï et de Saigon. Le Viêt Nam n'est pas encore cette «note au bas d'une page d'histoire», ainsi que Kissinger a qualifié un jour le rapprochement entre Washington et la Chine. L'appel en faveur d'une attitude réservée, que Nixon a adressé à Pékin et à Moscou, ne sera donc pas vain. Tant que la guerre du Viêt Nam ne pourra pas être rayée des livres d'histoire et abandonnée, en tant que conflit local, à l'indifférence et à l'oubli, les deux grandes puissances communistes n'ont aucun intérêt à attiser une querelle qui mettrait nécessairement en péril leur coopération économique et politique avec les États-Unis. On peut donc s'attendre à ce qu'elles exercent une influence apaisante sur Hanoï, qui aura probablement des répercussions favorables aussi sur le cessez-le-feu au Cambodge et au Laos, ou alors, si Hanoï ne les écoute pas, à ce qu'elles se tiennent passivement à l'écart. Nixon ne s'en serait certainement pas tiré de cette façon assez favorable, si l'Union soviétique et la Chine n'avaient pas jusqu'ici toléré en silence sa politique de bombardement et de minage.